
[Afrique du Sud : Expansion de l'industrie de cellulose – le prétendu développement de la communauté masque la concentration de terres](#)

Pendant l'Apartheid, beaucoup de sud-africains ont été privés de leurs terres traditionnelles. Sous couvert de lois, ils ont été déplacés – souvent par la force – et envoyés dans des petites zones éloignées et au faible potentiel agricole. Dans le même temps, le gouvernement sud-africain de l'époque implantait sur ces terres de grandes plantations de monocultures d'arbres exotiques afin de fournir une industrie de papier et de cellulose qui pourrait aider à réduire la dépendance vis-à-vis des produits importés, ainsi que la vulnérabilité face aux sanctions commerciales.

L'entreprise étatique SAPPI (South African Pulp and Paper Industries) a été créée pour implanter ce projet. Si elle est désormais privatisée, le gouvernement sud-africain détient encore une participation importante à travers l'IDC (Industrial Development Corporation). Aujourd'hui connue sous le nom de Sappi Ltd et possédant plusieurs filiales, l'entreprise a grandi et est devenue une grande corporation multinationale, avec des actifs sous forme de terres et d'équipements dans le monde entier.

Dernière mène, SAPPI est passé de la production de papier à la fabrication de cellulose chimique en fonction du potentiel de croissance de la demande – en particulier en Chine. Afin de conquérir une part de ce nouveau marché, l'entreprise a débuté un grand processus de transition qui implique la vente ou la fermeture de plusieurs de ses usines les plus petites ou les plus anciennes, qui ont occasionné localement de graves problèmes de santé et une pollution de la terre et de l'eau.

Une partie de ce processus implique l'agrandissement de deux grandes usines en Afrique du Sud et une aux États-Unis, et leur conversion en fabrique de production de cellulose chimique, ce qui exigera beaucoup plus de matière première bon marché sous la forme du bois d'eucalyptus. En Afrique du Sud, l'usine Sappi de Ngodwana (Province de Mpumalanga) a été convertie et considérablement agrandie ; elle va aussi exiger beaucoup plus de bois d'eucalyptus. En plus de créer de nouvelles plantations d'eucalyptus, les plantations actuelles de pins ont aussi besoin d'être converties en plantations d'eucalyptus. Or, ces dernières ont des impacts beaucoup plus négatifs, à cause de leur grande consommation d'eau et de leur caractère invasif.

Quant à l'usine de cellulose Sappi Saiccor d'Umkomaas (Province de KwaZulu-Natal), avec son agrandissement elle a augmenté sa capacité de production à environ 1 million de tonnes par an, d'où une campagne énergique de Sappi pour obtenir plus de bois dans les zones proches de l'usine.

Pour être rentables du point de vue des frais de transport, les bois d'eucalyptus doivent être achetés dans un périmètre de 250 km autour de l'usine. En conséquence, de vastes zones de terres communautaires locales au sein de ladite « captation » de l'usine ont été visées pour l'installation de nouvelles plantations.

La plantation Sandanezwe (le hasard veut que ce soit aussi l'autre nom d'une mauvaise herbe, la *Chromolaena odorata*), située à Ingwe, est un de ces projets qui prendra 402 hectares de terres communautaires sur la liste des terres destinées à être distribuées par le gouvernement pour de nouvelles plantations dans la zone de « captation » d'Umkomaas. De tels projets ont été encouragés par Sappi et par le gouvernement par le biais desdits « consultants en développement communautaire », comme Awethu Forestry Investments (Pty), et des ONG comme Lima, en relation étroite avec l'industrie du bois.

Des concessions spéciales ont été créées pour ces projets sous prétexte que la communauté locale aurait elle-même donné sa permission pour la plantation. Or, c'est l'entreprise Sappi qui a agi en coulisses et désinformé les dirigeants locaux qui envoient les demandes de licence au gouvernement ! On a mis en avant les prétendus bénéfices financiers des plantations sans faire aucune référence aux impacts sociaux et environnementaux négatifs auxquels devront faire face la population locale et les générations futures, qui perdront leurs droits à la terre et à l'eau.

Wally Menne, Timberwatch Coalition, plantnet@iafrica.com